



Luxembourg, le 09 OCT. 2024

**Monsieur Arendt-Frank Christophe**  
Lellingerhof  
**L-7712 COLMAR-BERG**

**N/Réf.: 97212-M1**  
**V/Réf.: 2020-004-A**

### **Le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité**

Vu la loi modifiée du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles, ci-après « loi modifiée du 18 juillet 2018 » ;

Considérant la 2<sup>e</sup> demande de prorogation réceptionnée le 10 avril 2024 de la part du Monsieur Arendt Frank Christophe ayant pour objet la prorogation de l'autorisation n° 97212-M du 5 mai 2023 ;

Considérant l'arrêté du 25 février 2021 de la part du Monsieur Arendt Frank Christophe ayant pour objet la réalisation de diverses constructions sur un fonds inscrit au cadastre de la commune de Colmar-Berg: section C de Lellerhaff, sous le numéro 17/152, prorogé une 1<sup>re</sup> fois le 5 mai 2023,

#### **Arrête :**

#### **Conditions**

**Article 1.-** La prorogation est accordée pour la durée d'une année.

#### **Informations**

Toutes les conditions de la décision n° 97212 du 25 février 2021 restent entièrement applicables.

En vertu de l'article 60, paragraphe 2, dernier alinéa, de la loi modifiée du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles, l'autorisation est à afficher aux abords du chantier pendant 3 mois dès réception de la présente. Le délai de recours devant les juridictions administratives court à l'égard des tiers à compter du jour où cet affichage est réalisé.

#### **Recours**

Contre la présente décision, un recours peut être introduit auprès du Tribunal administratif statuant comme juge du fond. Ce recours doit être intenté par requête signée d'un avocat à la Cour dans un délai de trois mois à partir de la notification de la présente décision.

Dans le délai précité, un recours gracieux peut être introduit par écrit auprès du Service autorisations de l'Administration de la nature et des forêts. Dans ce cas, le délai pour introduire le recours contentieux est suspendu. Si dans les trois mois à compter de l'introduction du recours gracieux une nouvelle décision intervient ou si aucune décision n'intervient, un nouveau délai de trois mois pour introduire le recours contentieux devant le tribunal administratif commence à courir.

Une réclamation auprès du Médiateur – Ombudsman peut également être introduite. A noter que cette réclamation n'interrompt ni ne suspend les délais légaux des recours gracieux et contentieux. Le médiateur ne peut pas modifier la décision prise, mais peut intervenir auprès de l'autorité compétente afin d'essayer de trouver un arrangement.

Pour le Ministre de l'Environnement, du Climat  
et de la Biodiversité



Marianne Mousel  
Premier Conseiller de Gouvernement

Copies pour information :

- Arrondissement CENTRE-OUEST
- Administration communale de COLMAR-BERG